

**« L'Etat a perdu toutes manœuvres budgétaires et dépend désormais de l'emprunt », dixit l'Honorable Patrick Eyogo Edzang**

**C'est qui ressort d'un débat qui a eu lieu à l'Assemblée nationale, il y a peu. A cette occasion, les ministres de l'Economie, Regis Immongault Budget et des Finances publiques, Christian Magnagna, ont clairement fait savoir aux parlementaires que durant la période 2017-2019, le Gabon ne pourra pas compter sur ses fonds propres, pour financer le développement du pays.**

**L'**endettement va être une nouvelle fois, le seul moyen choisi par les tenants du pouvoir pour financer l'économie et les projets structurants, deux ans durant. Les projections présentées par le gouvernement à la représentation nationale, montrent que l'Etat ne dispose pas de ressources suffisantes pour financer le développement durant la période sus-indiquée. Comme c'est d'ailleurs le cas depuis 2010 ; le pouvoir s'étant lancé dans une phase d'endettement excessif. Sans que l'on ne perçoive les effets induits de cet endettement exponentiel sur le terrain. Mais l'on constate malheureusement que tous ces emprunts semblent avoir fabriqués « des roitelets », laissant les générations futures dans une situation de précarité planifiée.

Raison pour laquelle, l'honorable Patrick Eyogo Edzang a, lors de ce débat, recadré les choses ; pour mettre chaque responsable de l'administration, devant ses responsabilités. Parce que pour lui, la présentation faite par les deux ministres, laisse penser que « l'Etat a perdu toutes manœuvres

budgétaires et dépend désormais de l'emprunt ». Le député de Bitam constate notamment que « Les ressources propres de l'Etat sont évalués à 2040 milliards francs CFA, en moyenne sur cette période. Ces ressources suffisent à peine à absorber les charges de personnel de la période qui sont estimées à 725 milliards de francs CFA ; les dépenses de biens et services à 273 milliards de francs CFA, celles liées aux transferts et interventions, estimées à 275 milliards et un service de la dette qui devrait s'élever à 707 milliards francs de nos francs en moyenne. Il résulte de cette situation que les charges hors investissement de l'Etat peuvent mathématiquement se calculer à un total moyen de 1980 milliards de FCFA. Ainsi résumé, l'Etat ne dispose pour investir, que de 60 milliards de FCFA en moyenne de ressources propres, soit à peine 3 % des ressources projetées sur cette période », a analysé l'honorable. Et de préciser que « sur la période 2017-2019, l'Etat ne disposera que de 180 milliards de FCFA de ressources propres pour ses investissements. Les dépenses d'investissements de la période étant évaluées à 1298 milliards, il en résulte que le gouvernement devra emprunter 1118 milliards FCFA sur la période 2017-2019 et que 86% des dépenses d'investissements seront financés par des emprunts. »

Toute chose qui n'est pas pour rassurer les citoyens, notamment les jeunes qui devront passer toute leur vie à rembourser ces frasques émergentes.

ADN